

Corrigé et barème – L’industrialisation et l’accélération des transformations économiques et sociales en France

Chemin de fer, banques, grands magasins, ouvriers et patronat, exode rural, Paris d’Haussmann (1848-1871) (programme d’histoire de 1re)

Durée : 120 min – Sans document – Sur 20 points · 1^{re}

Exercice 1 – Repères : dater et situer

(4 pts)

- a) Le Crédit mobilier est fondé en novembre 1852 par les frères Émile et Isaac Pereire, banquiers d’inspiration saint-simonienne. (1)
- b) Le traité de commerce franco-britannique, négocié par Michel Chevalier et Richard Cobden, est signé entre la France et le Royaume-Uni ; il supprime les prohibitions et plafonne les droits de douane (30 %, puis 25 % à partir de 1864). (1)
- c) Georges Eugène Haussmann est préfet de la Seine de 1853 à 1870. Le 1er janvier 1860, Paris annexe les communes situées entre le mur des Fermiers généraux et l’enceinte de Thiers et passe de 12 à 20 arrondissements. (1)
- d) Loi sur les chemins de fer (1842) ; première Exposition universelle de Paris (1855) ; fondation du Crédit lyonnais (1863) ; grève de La Ricamarie (1869). (1)

Erreur fréquente — Confondre les Pereire, fondateurs du Crédit mobilier, et les Rothschild, figures de la haute banque et maîtres de la Compagnie du Nord.

Exercice 2 – Analyse de document : le Manifeste des Soixante

(4 pts)

- a) Le Manifeste des Soixante est un texte collectif signé par soixante ouvriers parisiens, dont Henri Tolain, publié en février 1864. Il paraît au moment où l’industrialisation s’accélère et fait grandir le monde ouvrier, alors que la coalition est encore un délit depuis la loi Le Chapelier (1791) et le Code pénal (1810). (1)
- b) Les ouvriers votent depuis l’instauration du suffrage universel masculin en 1848 : ils sont citoyens à part entière (« majeurs politiquement »). Mais cette égalité politique ne supprime pas l’inégalité sociale : bas salaires, livret ouvrier, interdiction de se coaliser. L’« émancipation sociale » désigne l’amélioration de leur condition et la liberté de défendre collectivement leurs intérêts. (1)
- c) La loi du 25 mai 1864, dite loi Ollivier, supprime le délit de coalition : une grève pacifique n’est plus un délit, seules les violences, menaces, manœuvres frauduleuses et entraves à la liberté du travail restent punies. (1)
- d) Les syndicats restent interdits (seulement tolérés à partir de 1868, autorisés en 1884) et le livret ouvrier demeure. L’État réprime les grèves : la troupe tire sur les mineurs à La Ricamarie (juin 1869) et à Aubin (octobre 1869) ; l’armée est envoyée au Creusot en 1870. (1)

À retenir — Le droit de grève (1864) précède de vingt ans la liberté syndicale (1884) : ne jamais confondre les deux dates.

Exercice 3 – Notions*(4 pts)*

- a) Doctrine issue de Saint-Simon (1760-1825), qui confie aux producteurs, ingénieurs et banquiers la conduite de la société et fonde le progrès sur la production, le crédit et les réseaux de communication. Exemple : les frères Pereire, anciens saint-simoniens, fondent le Crédit mobilier en 1852 ; Michel Chevalier, conseiller de Napoléon III, négocie le traité de 1860. (1)
- b) Banque qui collecte l'épargne de nombreux clients grâce à un réseau de guichets et la prête surtout à court terme. Exemple : le Crédit lyonnais, fondé en 1863 par Henri Germain, ou la Société générale (1864). (1)
- c) Politique patronale qui prend en charge la vie des ouvriers hors de l'usine (logement, école, santé, caisses de secours) pour les fixer et les discipliner. Exemple : Schneider au Creusot, ou la Société mulhousienne des cités ouvrières (1853) ; les grèves du Creusot en 1870 en montrent les limites. (1)
- d) Départ durable d'habitants des campagnes vers les villes. Exemple : les maçons de la Creuse, d'abord migrants saisonniers vers les chantiers de Paris, s'y installent peu à peu ; la part urbaine passe d'environ 25 % en 1851 à 31 % en 1872. (1)

Repère — Une définition sans exemple daté ne rapporte que la moitié des points au bac.

Exercice 4 – Question problématisée*(4 pts)*

- a) Le chemin de fer désigne le réseau de voies ferrées et les compagnies qui l'exploitent ; un « moteur » est ce qui entraîne les autres secteurs ; les transformations économiques et sociales touchent la production, les échanges, la population et les groupes sociaux. Les bornes vont de 1848, alors que le réseau ne dépasse guère 3 000 km, à 1870, fin du Second Empire, quand il atteint environ 17 500 km. (1)
- b) Dans quelle mesure le chemin de fer entraîne-t-il les transformations de l'économie et de la société françaises entre 1848 et 1870, et quelles en sont les limites ? (1)
- c) I. Un réseau construit par l'alliance de l'État et des compagnies privées : loi de 1842, six grandes compagnies formées entre 1852 et 1857, conventions de 1859. II. Un moteur de l'économie : houille passant d'environ 4,5 à 13,5 millions de tonnes entre 1850 et 1869, locomotives du Creusot, marché national unifié, vin du Languedoc vendu à Paris. III. Un facteur de transformations sociales, mais non le seul : migrations vers les villes et part urbaine passant d'environ 25 % à 31 % (1851-1872), train accessible aux classes populaires ; mais crédit, libre-échange (1860) et petits ateliers relèvent d'autres logiques. (1)
- d) Exemple de paragraphe (partie II) : Le chemin de fer est d'abord le premier client de l'industrie lourde. Chaque kilomètre de voie exige des rails, des traverses, des ponts métalliques, et chaque ligne des locomotives et du combustible. La production de houille triple ainsi environ, passant de 4,5 à 13,5 millions de tonnes entre 1850 et 1869, tandis que Le Creusot des Schneider, qui construit des locomotives depuis 1838, devient l'une des plus grandes usines du pays. Le rail abaisse aussi le coût des transports et unifie le marché national : le vin du Languedoc atteint Paris et le Nord, ce qui encourage la spécialisation régionale. Le chemin de fer entraîne donc bien l'économie, même si la France doit encore importer une part importante de son charbon. (1)

Le point clé — Le point d'interrogation du sujet invite à nuancer : la troisième partie doit montrer ce que le chemin de fer n'explique pas.

Exercice 5 – Analyse de données : Paris, 1851-1872

(4 pts)

- a) La population augmente d'environ $1,85 - 1,05 = 0,8$ million d'habitants, soit $0,8 \div 1,05 \approx 0,76$: une hausse d'environ 76 %, avec des chiffres de départ arrondis. (1)
- b) Le passage de 12 à 20 arrondissements montre que Paris a agrandi son territoire : le 1er janvier 1860, la ville annexe tout ou partie des communes situées entre le mur des Fermiers généraux et l'enceinte de Thiers (Belleville, Vaugirard, La Villette. . .). Une partie de la hausse vient donc de l'intégration d'habitants déjà présents, non de migrations. (1)
- c) Ils viennent surtout des campagnes, en particulier des régions pauvres (Massif central, Creuse, Bretagne), et des villes de province. Ils sont attirés par l'emploi : chantiers des grands travaux, ateliers et commerces de la première ville industrielle de France, chemins de fer ; le rail facilite ces déplacements. (1)
- d) Les percées, les démolitions du centre et la hausse des loyers repoussent les ouvriers vers l'est et la périphérie (Belleville, La Villette), tandis que la bourgeoisie s'installe dans les immeubles neufs des quartiers de l'ouest. La ségrégation, jusque-là surtout verticale au sein des immeubles, devient horizontale, entre quartiers. (1)

Attention — Toujours vérifier si le territoire mesuré a changé avant d'interpréter une hausse de population.

Ce document est la propriété intellectuelle de Ben, professeur particulier (benprofparticulier.fr), protégée par le Code de la propriété intellectuelle (art. L. 111-1 et L. 122-4). Il est mis à disposition pour un usage personnel de révision. Toute reproduction, diffusion, mise en ligne ou revente, totale ou partielle, sans autorisation écrite est interdite et constitue une contrefaçon (art. L. 335-2).